

**Non classifié**

**DCD/DAC/EV/M(2009)1**

Organisation de Coopération et de Développement Économiques  
Organisation for Economic Co-operation and Development

**17-Aug-2009**

**Français - Or. Anglais**

**DIRECTION DE LA COOPERATION POUR LE DEVELOPPEMENT  
COMITE D'AIDE AU DEVELOPPEMENT**

**DCD/DAC/EV/M(2009)1  
Non classifié**

## **Réseau du CAD sur l'évaluation du développement**

### **Réseau du CAD sur l'évaluation du développement**

#### **Compte rendu succinct de la neuvième réunion du Réseau du CAD sur l'évaluation du développement**

**15-16 juin 2009**

<p>Hans Lundgren, courriel : <a href="mailto:hans.lundgren@oecd.org">hans.lundgren@oecd.org</a>, Tél. : +33(0)1 45 24 90 59 Nathalie Bienvenu, courriel : <a href="mailto:nathalie.bienvenu@oecd.org">nathalie.bienvenu@oecd.org</a>, Tél. : +33(0)1 45 24 90 36</p>
--

**JT03268657  
Ta. 93246**

Document complet disponible sur OLIS dans son format d'origine  
Complete document available on OLIS in its original format

**Français - Or. Anglais**

## COMPTE RENDU SUCCINCT DE LA NEUVIÈME RÉUNION DU RÉSEAU DU CAD SUR L'ÉVALUATION DU DÉVELOPPEMENT

### I. SÉANCE D'OUVERTURE

- i) En ouvrant la réunion, le Président du Réseau, Nick York, souhaite la bienvenue aux membres et il invite les délégués qui participent pour la première fois à une réunion du Réseau à se présenter.
- ii) Le projet d'ordre du jour [DCD/DAC/EV/A(2009)1] est adopté.
- iii) Le compte rendu succinct de la 8<sup>ème</sup> réunion [DCD/DAC/EV/M(2008)2] est approuvé.
- iv) Le Secrétariat fait le point sur le programme de travail et budget et sur les contributions volontaires et il remercie les membres de leur soutien.
- v) S'adressant aux membres du Réseau, le Directeur de la DCD, Richard Carey, évoque la crise économique et le rôle que l'évaluation peut jouer en contribuant à éclairer l'action des pouvoirs publics et le débat sur l'efficacité de l'aide. Il attire l'attention des participants sur le plan d'action adopté par la Réunion à haut niveau du CAD et il fait le point sur l'exercice de réflexion.

**Suite à donner :** Le Secrétariat tiendra les membres informés de l'évolution des questions relatives au CAD, notamment les résultats de l'exercice de réflexion, et l'état d'avancement du prochain programme de travail et budget.

### II. PROGRAMMER ET COORDONNER L'ÉVALUATION

#### i) *Suivi des progrès*

1. Benoit Chevalier (Vice-Président) présente la matrice qui est utilisée pour suivre l'application des principales recommandations de l'étude intitulée « *Challenges, opportunities and approaches for increasing joint donor programming of evaluation* » (2008). La matrice est dans l'ensemble accueillie avec intérêt mais d'aucuns soulignent qu'il convient d'être réaliste en ce qui concerne les résultats qui peuvent être obtenus et les données qui peuvent être collectées. Toutes les évaluations ne peuvent ou ne doivent pas être menées conjointement et les objectifs de la matrice doivent reconnaître ce fait. Chaque indicateur doit être décrit clairement si l'on veut que les membres soient en mesure de fournir les données et il est proposé d'inclure des commentaires qualitatifs. Il est également proposé que la matrice suive les progrès relatifs et soit considérée comme susceptible d'être modifiée.

**Suite à donner :** Les membres sont invités à envoyer leurs éventuels commentaires sur la matrice à Benoit Chevalier qui continuera de l'élaborer en tenant compte des remarques formulées lors de la réunion et des commentaires qui auront été reçus par écrit. Les résultats de la première partie de cet exercice de suivi seront présentés à la prochaine réunion.

**ii) *Mise en commun des plans d'évaluation***

2. Le Secrétariat présente l'inventaire des évaluations prévues et les progrès accomplis depuis la dernière réunion. Le débat qui suit fait apparaître que l'inventaire est utile car il facilite la collaboration, et qu'il convient de poursuivre les efforts en vue de favoriser la réalisation d'un plus grand nombre d'activités conjointes. Dans l'ensemble, les membres accueillent favorablement l'approche volontariste adoptée dans la recherche de liens entre les différents plans des organismes d'aide. Il est souligné que les membres doivent utiliser davantage l'inventaire, tout en reconnaissant qu'il faut du temps pour changer les habitudes en matière de planification. Il est également souligné que l'inventaire sera d'autant plus utile que les membres accepteront d'actualiser régulièrement les informations. Il est important d'ajouter dans l'inventaire les projets à un stade précoce – ainsi que les projets non confirmés – car les possibilités de collaboration sont ainsi plus grandes. L'inventaire continuera d'être posté sur le site réservé aux membres.

**Suite à donner :** Les membres devraient communiquer au fur et à mesure au Secrétariat leurs plans d'évaluation, y compris les idées nouvelles, afin de garantir un inventaire toujours à jour. Les plans décentralisés pourraient également être pris en compte lorsqu'ils offrent des possibilités d'activités conjointes.

**iii) *Examen des suggestions concrètes concernant les évaluations conjointes, ainsi que des prochaines étapes pour la réalisation d'autres travaux conjoints***

3. Le débat porte sur la mise en place d'une éventuelle « plate-forme » en ligne pour l'évaluation conjointe qui serait mise en place en vue de donner suite à la recommandation relative à la création d'une « bourse » aux idées et aux suggestions pour les évaluations conjointes proposée dans le rapport de la SADEV. Le Secrétariat demande aux membres de lui donner des précisions sur leurs attentes et leurs besoins afin d'être en mieux à même de donner suite à la recommandation. Plusieurs membres sont favorables à la création d'une plateforme où les membres du Réseau pourront échanger leurs idées sur des évaluations conjointes et des questions connexes. Il est convenu de mettre en place une plateforme pilote et de voir comment la situation évolue. Si la plateforme pilote est jugée utile, la décision de l'ouvrir à un plus large public sera prise à un stade ultérieur.

**Suite à donner :** Le Secrétariat va mettre en place une plateforme interactive pour les évaluations conjointes qui sera testée par les membres.

**III. PHASE II DE L'ÉVALUATION CONJOINTE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA DÉCLARATION DE PARIS**

4. Le Secrétariat chargé de l'évaluation de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris rend compte des travaux de la première réunion des groupes de référence de la deuxième phase de l'évaluation, qui s'est tenue à Auckland les 11 et 12 février 2009. La phase II de l'évaluation portera sur l'influence de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide en recensant les résultats et les réalisations. Elle comprendra des évaluations au niveau des pays, et associera un plus large éventail de parties prenantes que la phase I ; elle comprendra aussi des études effectuées au siège des donateurs qui n'ont pas été prises en compte dans la phase I, des études supplémentaires et un rapport de synthèse qui sera présenté au 4<sup>ème</sup> Forum de haut niveau en 2011. Un groupe de référence international co-présidé par les Pays-Bas et le Sri Lanka a été créé ; il est composé des membres du Réseau du CAD sur l'évaluation du développement qui soutiennent activement l'évaluation, des pays partenaires qui conduisent les évaluations au niveau des pays, d'organisations multilatérales et d'organisations de la société civile. Un groupe de gestion a également été mis en place pour s'occuper de l'évaluation. Les groupes de référence nationaux aideront les équipes d'évaluation au niveau des pays. Le budget, les contributions et un calendrier indicatif allant jusqu'au 4<sup>ème</sup> Forum de haut niveau, sont présentés aux participants.

**Suite à donner :** Les membres sont invités à participer à l'évaluation, notamment à contribuer à son financement. Le projet de rapport sur le déliement de l'aide sera communiqué le 1<sup>er</sup> octobre au groupe de référence international pour commentaires avant le 11 octobre. La deuxième réunion du groupe de référence international se tiendra à Paris les 30 novembre et 1<sup>er</sup> décembre.

#### **IV. SOUTENIR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS D'ÉVALUATION**

##### ***i) Exposé du pays partenaire***

5. Tamirat Yacob du ministère éthiopien des Finances et du Développement économique décrit la mission et les activités en matière de renforcement des capacités de gestion et d'évaluation de la Communauté africaine de pratiques sur la gestion axée sur les résultats de développement (AfCoP). Il présente aussi aux participants des informations sur le développement des capacités d'évaluation dans le secteur public en Éthiopie. M. Yacob se félicite de la collaboration plus étroite qui s'instaure entre le Réseau du CAD et l'AfCoP et il invite les membres à soutenir les travaux de cette dernière et à lui faire connaître leur expérience.

##### ***ii) Point sur l'initiative de la Banque mondiale concernant les centres régionaux***

6. Arup Banerji de la Banque mondiale fait le point sur l'initiative concernant les centres régionaux de développement des capacités d'évaluation et sur les prochaines étapes de ce projet, notamment la mise en place d'une structure de gouvernance et la sélection d'institutions/pays susceptibles d'accueillir les centres. Il remercie les membres qui se sont engagés à apporter leur contribution et il invite les autres à prendre part à cette initiative conjointe.

##### ***iii) Présentation d'un document sur les leçons qui se dégagent des travaux et débat sur les dispositions à prendre pour aller de l'avant***

7. Le Secrétariat présente une vue d'ensemble des travaux réalisés par le Réseau sur le développement des capacités, un document de référence exposant dans leurs grandes lignes les principales leçons qui s'en dégagent et une proposition tendant à centrer l'attention sur les conséquences, du point de vue des capacités, des pratiques et politiques des membres en matière d'évaluation. Les membres accueillent favorablement l'examen des leçons tirées de l'expérience et ils appuient cette activité ainsi que l'idée d'élaborer un bulletin d'information pratique destiné aux responsables des évaluations. Les participants s'accordent généralement à reconnaître la nécessité de continuer de collaborer avec d'autres acteurs sur le renforcement des capacités et de centrer davantage l'attention sur le défi que représente la prise en compte de la demande d'évaluation.

8. Le Secrétariat attire l'attention des participants sur la récente Assemblée générale d'IDEAS, centrée sur le renforcement des capacités d'évaluation et sur le développement, tenue à Johannesburg en mars 2009 et il présente un résumé des travaux de cette conférence.

**Suite à donner :** Le Secrétariat poursuivra la mise au point du document sur le développement des capacités d'évaluation, en s'appuyant sur de nouvelles initiatives prises dans ce domaine et sur l'évolution des activités des membres en la matière. Le Secrétariat élaborera également un bulletin d'information pratique destiné aux responsables des évaluations, qui portera sur les moyens de travailler de manière à soutenir les capacités et qui sera publié fin 2009.

## V. ÉVALUATION DE L'EFFICACITÉ DE L'AIDE MULTILATÉRALE

### *i) Présentation de diverses approches de l'évaluation de l'efficacité de l'aide multilatérale et des programmes mondiaux*

9. L'objet de cette séance est d'examiner des approches de l'évaluation de l'efficacité de l'aide multilatérale. Le Réseau MOPAN (Réseau pour l'évaluation des performances des organisations multilatérales) fait le point sur ses activités et informe les participants qu'à l'avenir il étendra l'application de sa méthode au secteur humanitaire. Il est également souligné qu'une étude de documents s'ajoutera à l'enquête (essentiellement) fondée sur la perception et qu'une analyse de la gestion axée sur les résultats sera faite.

10. La Banque mondiale est en train d'élaborer des orientations pour l'évaluation des programmes mondiaux et régionaux et une première version pourra être prochainement diffusée auprès des membres du Réseau. Les orientations seront ensuite diffusées plus largement notamment dans le cadre d'ateliers consultatifs.

11. L'ECG présente aux membres les dispositions qu'il prévoit de prendre en vue d'une évaluation du Système commun d'évaluation des performances (COMPAS) qui vient d'être lancé. Les questions à prendre en compte portent notamment sur l'intégrité, la comparabilité et la transparence des données.

12. L'Acadi vient d'achever un examen consacré à l'aide multilatérale et présente quelques éléments clés ainsi qu'une idée nouvelle relative à une approche commune de l'évaluation par les donateurs permettant d'évaluer l'efficacité de l'aide multilatérale. Le débat fait apparaître le net intérêt de nombreux membres pour cette activité mais il n'y a encore aucun consensus quant à l'approche à adopter. Les participants à la réunion procèdent à un échange de vues sur les raisons pour lesquelles les différents instruments d'évaluation des organisations multilatérales sont nécessaires et ils concluent qu'une réunion devrait être organisée pour examiner les questions et problèmes sous-jacents de façon plus approfondie. L'Acadi se propose d'accueillir une telle réunion à l'automne prochain. Cette rencontre permettra d'éclairer le bien-fondé de la proposition, d'examiner les interconnexions possibles avec des initiatives existantes, et d'étudier les moyens d'intéresser à cette activité les organes directeurs des organisations multilatérales et le Réseau MOPAN. Il conviendra également de voir comment le suivi de l'exercice de réflexion du CAD va évoluer car il pourrait influencer l'approche du CAD et les travaux dans ce domaine.

**Suite à donner :** L'Acadi va organiser une réunion informelle de l'équipe spéciale afin de clarifier et d'étudier les problèmes de façon plus approfondie et examiner les mesures à prendre, notamment en ce qui concerne l'interaction avec les mécanismes et structures de gouvernance existants.

### *ii) Les systèmes d'évaluation des organisations multilatérales : Point sur les examens par les pairs du Réseau CAD/UNEG et de l'ECG*

13. Le Coprésident de l'équipe spéciale informelle du Réseau CAD/UNEG rend compte des examens par les pairs menés par des experts professionnels sur les systèmes d'évaluation, ainsi que de la réunion de février de l'équipe spéciale au cours de laquelle ont été examinées des questions portant notamment sur les moyens d'institutionnaliser les examens par les pairs et de les améliorer afin qu'ils puissent remplacer les évaluations des organisations multilatérales effectuées par les organismes d'aide. L'examen consacré au Fonds pour l'environnement mondial (FEM) sera prochainement présenté. Le rapport relatif au Fonds international de développement agricole (FIDA) sera prêt en juillet 2009 et l'examen relatif à l'UNIDO sera lancé en novembre 2009. L'UNEG a décidé de créer une équipe spéciale chargée de l'évaluation des fonctions d'évaluation qui apportera sa collaboration sur ce thème et il est prévu que l'UNEG mette en place un mécanisme pour la réalisation des examens.

**Suite à donner :** L'équipe spéciale informelle du Réseau CAD/UNEG continuera d'apporter son concours aux examens par les pairs en cours et nouveaux et étudiera les moyens d'effectuer un inventaire.

## VI. « L'ÉTAT DE L'ÉVALUATION »

14. Le Secrétariat présente une proposition relative à la réalisation d'un examen sur les ressources et les systèmes des membres du Réseau dans le domaine de l'évaluation. Cette étude s'appuierait sur les examens par les pairs effectués par le CAD, et d'autres sources d'information existantes afin de dégager des profils individuels et d'effectuer une analyse des tendances et des défis actuels dans le domaine de l'évaluation du développement. Le Secrétariat remercie la Norvège d'avoir accepté de faire l'objet d'un essai pilote pour cette étude.

15. Les membres accueillent favorablement la proposition et expriment un vif soutien pour la réalisation d'un inventaire des systèmes d'évaluation. Des études récentes consacrées aux systèmes des membres, notamment les travaux de l'ECG, un examen de l'évaluation de l'aide étrangère par les États-Unis et une étude du DFID sont mentionnées et seront prises en compte.

16. Au cours du débat, il est proposé que les profils des membres soient courts et descriptifs. Il est convenu que, pour effectuer l'analyse, on se servira du cadre d'évaluation normatif du Réseau, notamment les « Principes du CAD pour l'évaluation de l'aide au développement » et le document intitulé « Evaluation Systems and Use: A Working Tool for Peer Reviews and Assessments ».

17. Le Secrétariat informe les membres que cette étude complétera les plans d'action devant permettre de tirer des enseignements des examens par les pairs effectués par le CAD. Il est proposé d'étudier la possibilité d'organiser une réunion de lancement de cette étude, laquelle pourrait se tenir avant la prochaine réunion du CAD au niveau des hauts fonctionnaires afin donner plus de visibilité à l'évaluation.

**Suite à donner :** Le Secrétariat entamera cette étude et élaborera un court questionnaire à l'intention des membres. Ces derniers devront répondre au questionnaire et communiquer toute autre information pertinente en fonction des besoins afin que les informations soient complètes et précises. Un avant-projet de rapport sera diffusé en octobre 2009.

## VII. ÉLABORATION DE NORMES ET D'ORIENTATIONS POUR L'ÉVALUATION

### *i) Normes de qualité du CAD en matière d'évaluation*

18. La Nouvelle-Zélande présente aux membres l'état d'avancement des normes de qualité du CAD en matière d'évaluation du développement et les travaux de l'atelier tenu à Auckland. De nombreux membres du Réseau ont participé à cet atelier au côté d'un très grand nombre de représentants de pays partenaires. Les normes ont été révisées à partir des propositions formulées lors de l'atelier, notamment la structure et le format ont été modifiés pour suivre de plus près le processus d'évaluation. Lors de l'atelier, il a par ailleurs été souligné que le document devra être court pour en faciliter la lecture. Les membres accueillent favorablement les changements apportés et sont invités à soumettre de nouvelles propositions par écrit.

**Suite à donner :** Les membres devront communiquer leurs commentaires écrits et toute proposition de modification des normes au Secrétariat avant le 1<sup>er</sup> juillet pour la version anglaise et avant le 8 juillet pour la version française. La Nouvelle-Zélande et le Secrétariat réviseront ensuite les normes en tant que de besoin et diffuseront la version modifiée du document pour approbation selon la procédure écrite, avant sa communication au CAD pour approbation.

*ii) Évaluation de l'impact*

19. La Banque mondiale fait le point sur les travaux et la pérennité du Réseau NONIE ainsi que sur la conférence organisée conjointement par l'Afrea, le Réseau NONIE et l'Initiative 3ie au Caire en mars 2009. Le Réseau NONIE continuera d'exister de façon plus informelle dans le cadre de réunions accueillies par ses membres. La première réunion sera organisée par l'Allemagne en 2010. Le site web et les groupes de discussion informels seront conservés. Les orientations relatives à l'impact, qui constitueront un document « vivant », sont presque achevées. Une note faisant le point sur l'Initiative 3ie (International Initiative for Impact Evaluation) est diffusée en tant que document de séance. Karen Jorgensen (OCDE/DCD PEER) fait partie du conseil d'administration et est prête à favoriser la prise en compte des contributions des membres dans l'initiative.

**Suite à donner :** Le Réseau NONIE informera les membres quand la version finale des orientations sera disponible. L'Allemagne communiquera aux membres les dates de la prochaine réunion du Réseau NONIE lorsqu'elles seront connues.

*iii) Orientations sur l'évaluation des activités de prévention des conflits et de construction de la paix – point sur les applications en cours*

20. Les responsables des différentes évaluations au sein de l'équipe rendent brièvement compte des quatre principales applications en cours de l'avant-projet d'orientations sur l'évaluation des activités de prévention des conflits et de construction de la paix (Sri Lanka, Haïti, République démocratique du Congo et Sud-Soudan). Les évaluations effectuées au Sri Lanka et en Haïti sont presque achevées et celles concernant la République démocratique du Congo et le Sud Soudan sont en cours. Un atelier organisé à l'intention des membres intéressés en vue d'examiner les orientations et leur application se tiendra en Norvège lorsque l'on aura acquis suffisamment d'expérience à partir des évaluations en cours, probablement fin 2010. Il est fait remarquer à juste titre que les orientations sont faites pour être testées dans le cadre d'autres évaluations et pas seulement dans celui des quatre mentionnées ci-dessus et que des informations sur d'autres exemples d'application des orientations seraient utiles.

21. Le DFID présente une courte proposition tendant à cartographier et à évaluer les programmes de lutte contre la violence armée et invite les membres intéressés à participer à cette activité conjointe qui est conduite par un groupe de membres de l'INCAF/CAD et de partenaires intéressés.

**Suite à donner :** Les membres qui se servent des orientations feront part de leur expérience au Secrétariat qui commencera à réunir les informations et à les analyser. Les membres qui souhaitent participer à une évaluation de la lutte contre la violence armée contacteront le DFID.

*iv) Méthode d'évaluation du soutien budgétaire*

22. La Commission européenne présente aux membres des informations sur les résultats des dernières réunions. Des outils et des questions pour évaluer le soutien budgétaire ont été élaborés et des évaluations pilotes seront réalisées pour mettre à l'épreuve la méthodologie. La Commission européenne conduira une évaluation conjointe au Mali et les Pays-Bas conduiront une évaluation conjointe en Zambie. Une troisième évaluation est prévue en Tunisie par la Commission européenne. D'ici à la fin de l'année 2010, la phase d'essai sera achevée et des enseignements en seront tirés.

**Suite à donner :** La Commission européenne présentera la méthodologie et le cahier des charges aux membres intéressés et des documents seront postés sur le site web restreint du Réseau.

### **VIII. ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX RELATIFS AU CENTRE DE RESSOURCES SUR L'ÉVALUATION DU DÉVELOPPEMENT (DEReC)**

23. Les membres accueillent favorablement le point fait par le Secrétariat sur plusieurs nouveautés concernant le site web DEReC notamment l'annonce régulière par courriel de nouveaux rapports « DEReC News », la « Page d'accueil » qui met en évidence les conclusions d'évaluations intéressantes des événements mondiaux, ainsi que les améliorations apportées à la classification sectorielle et à la fonction de recherche. Le niveau de participation des membres est préoccupant et les membres conviennent de soumettre régulièrement des rapports afin que l'ensemble des rapports soit complet et représentatif. L'utilité d'inclure des mots clés est également rappelée aux membres.

**Suite à donner :** Les membres sont encouragés à continuer d'envoyer leurs rapports d'évaluation achevés au DEReC dans le cadre de leur procédure type de diffusion des rapports et d'inclure des mots clés pour chaque rapport. Le Secrétariat continuera de développer le DEReC.

### **IX. QUESTIONS DIVERSES**

24. Le Secrétariat présente la situation de l'OCDE et du CAD et les priorités de la coopération avec les nouveaux partenaires notamment les pays candidats à l'adhésion (Chili, Estonie, Israël, Fédération de Russie et Slovénie), les pays participant au processus d'engagement renforcé de l'OCDE (Brésil, Chine, Inde, Indonésie et Afrique du Sud) et les pays arabes donateurs. Le Président invite les membres à réfléchir à la manière de coopérer de manière utile avec ces pays et d'autres partenaires, y compris des fondations et des partenaires de la société civile, et à examiner cette question à la prochaine réunion.

25. La prochaine réunion officielle du Réseau sur l'évaluation devrait se tenir les 10 et 11 février 2010 ; des réunions informelles des équipes spéciales se tiendront en fonction des besoins.

26. Les membres du Réseau sont informés que M. Frode Neergard, Délégué auprès du CAD et Chef adjoint de la délégation danoise auprès de l'OCDE, sera le nouveau facilitateur du CAD.

### **SÉANCE INFORMELLE**

27. La séance informelle donne l'occasion de procéder à un échange de données d'expérience et d'examiner les possibilités qui s'offrent en matière de collaboration et de travaux conjoints :

- Une étude sur l'évaluation de la cohérence des politiques au service du développement (OCDE) est présentée et les membres sont invités à communiquer leurs commentaires par écrit à Nick Bozeat, consultant.
- Les États-Unis présentent une courte vidéo sur un cours de télé-enseignement en ligne, intitulé « Foreign Assistance Performance Monitoring and Evaluation » accessible au grand public. Ce cours sera disponible en juillet et les membres sont invités à l'utiliser ou à l'adapter en fonction des besoins. Il sera disponible sur le site web du Réseau.
- Ben Dickinson, du Secrétariat du Réseau du CAD sur la gouvernance, présente une proposition du DFID portant sur la réalisation d'une évaluation conjointe de la réforme de la gouvernance du secteur public et il invite les membres intéressés à y participer. Les membres souhaitant participer à cette activité devront contacter le DFID. M. Dickinson indique que des membres du Réseau sur la gouvernance sont intéressés par la réalisation d'une synthèse des idées issues des nombreuses évaluations en cours ou récemment achevées dans le domaine de la gouvernance (lutte contre la corruption, décentralisation, gestion des finances publiques).

- Les Pays-Bas présentent une proposition tendant à évaluer les effets de l'allègement de la dette en Afrique, éventuellement au Nigeria, dans la République démocratique du Congo, au Ghana, en Tanzanie, en Ouganda et en Zambie, et invitent les membres intéressés à participer à cette activité. Les membres intéressés se mettront en rapport avec les Pays-Bas.
- La France présente un exposé sur le 10<sup>e</sup> anniversaire de la Société française de l'évaluation.
- Le Danemark envisage d'effectuer une évaluation conjointe avec le FEM sur l'adaptation au changement climatique dans les pays les moins avancés, avant la réunion de Copenhague.
- La Norvège fait le point sur l'évaluation de la lutte contre la corruption qu'elle est en train d'effectuer. Le processus de recrutement des consultants est en cours et le rapport final devrait être disponible fin 2010.
- La Banque mondiale présente aux membres des informations sur plusieurs évaluations envisagées et précise que des membres pourraient collaborer à ces exercices.

**Suite à donner :** Les membres contacteront directement les organismes concernés s'ils souhaitent collaborer aux travaux sur les thèmes mentionnés ci-dessus.